



PROCEDURE DE RECUEIL DES SIGNALEMENTS  
AU TITRE DE LA LOI SAPIN 2

MANDATURE 2021-2026

**Réf. Délibération n°AG2021/11/29/13 : Assemblée Générale d'installation du 29 novembre 2021**

# Procédure de recueil des signalements au titre de la loi Sapin 2

Chambre de commerce et d'industrie de Nice Côte d'Azur



# TABLE DES MATIERES

---

<b>PRESENTATION DU DISPOSITIF</b>	<b>4</b>
<b>DISPOSITIF DE RECUEIL DES SIGNALEMENT</b>	<b>5</b>
<b>1. CARACTERISTIQUES DU DISPOSITIF</b>	<b>5</b>
1.1. Caractère facultatif	5
1.2. Périmètre	5
1.3. Règlementation encadrant le dispositif	6
<b>2. UTILISATION DU DISPOSITIF DE RECUEIL DES SIGNALEMENTS AU SEIN DU GROUPE CCINCA</b>	<b>6</b>
2.1. Population éligible à l'utilisation du dispositif	6
2.2. Modalités de mise en œuvre	6
2.3. Modalités de traitement des signalements	7
<b>3. GARANTIES DONT BENEFICIE LE LANCEUR D'ALERTE DE BONNE FOI</b>	<b>7</b>
3.1. Confidentialité	7
3.2. Faculté d'obtenir une restitution du rapport final de vérification	8
3.3. Délai de conservation/destruction	8
3.4. Protection du lanceur d'alerte	8
3.5. Déontologie du Référent en matière de signalement	8
3.6. Risques encourus en cas d'alerte effectuée dans des conditions non conformes	9
<b>REGLES DEONTOLOGIQUES DANS LA CONDUITE DE VERIFICATIONS</b>	<b>10</b>
<b>1. CADRE GENERAL D'INTERVENTION</b>	<b>10</b>
<b>2. PRINCIPES DIRECTEURS APPLIQUES DANS LA CONDUITE DE LA VERIFICATION</b>	<b>10</b>
2.1. Transparence et clarté	10
2.2. Intégrité	10
2.3. Impartialité, équité, respect des personnes et de leurs droits	10
2.4. Confidentialité	11
2.5. Rapport de vérification	11
2.6. Restitution et diffusion du rapport de vérification	11
2.7. Protection des membres du Groupe CCINCA	11

## PRESENTATION DU DISPOSITIF

---

La présente annexe a pour objet d'exposer les principes d'utilisation et de fonctionnement du dispositif de recueil des signalements au titre de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite « loi Sapin2 »), complétée par le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public, ou de droit privé, ou des administrations de l'État.

Ce dispositif s'applique au sein de la CCINCA, de ses filiales, ou de tout autre organisme dont la CCINCA assure le contrôle (ci-après le « **Groupe CCINCA** ») et vise à recueillir les signalements de conduites ou de situations contraires aux dispositions du Code de conduite anticorruption du Groupe CCINCA.

En application des articles 6 à 16 de la loi Sapin 2, sont exclus de ce dispositif les faits, informations ou documents quel que soit leur forme, leur support, couverts par le secret de la défense nationale, le secret médical, le secret des relations entre les avocats et ses clients.

Le dispositif d'alerte mis en place est facultatif et vient compléter les canaux d'alerte traditionnels existants, notamment la voie hiérarchique.

De même, le dispositif ne se substitue pas à la saisine de l'autorité judiciaire en cas d'infraction sanctionnée pénalement.

# DISPOSITIF DE RECUEIL DES SIGNALEMENT

---

## 1. CARACTERISTIQUES DU DISPOSITIF

### 1.1. Caractère facultatif

Tout utilisateur potentiel de ce dispositif est libre d'user ou non de cette faculté, mais celle-ci lui est offerte dès lors qu'il estime que le recours à l'alerte constitue le mode le plus opportun de signalement.

### 1.2. Périmètre

Le périmètre du signalement est le suivant :

- Un crime ou un délit,
- Une violation grave et manifeste :
  - de la loi, du règlement, ou de toute norme internationale en vigueur
  - d'une menace ou d'un préjudice grave pour l'intérêt général du Groupe CCINCA
- Les violations du Code de conduite anticorruption du Groupe CCINCA, annexé au Règlement intérieur de la CCINCA ;

### 1.3. Règlementation encadrant le dispositif

Le dispositif est encadré par la réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel et conforme à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 précédemment citée pour ce qui concerne notamment :

- La confidentialité garantie au lanceur d'alerte, la confidentialité de son identité ainsi que des documents et informations révélés, et notamment l'identité des personnes mises en cause ;
- Le traitement des faits recueillis et leurs destinataires
- La durée de conservation des données personnelles, ainsi que celles des faits
- Les mesures de sécurité et l'information des membres du Groupe CCINCA sur ce dispositif
- Le droit d'accès et de rectification aux informations personnelles recueillies
- L'information des personnes concernées par le dispositif.

## 2. UTILISATION DU DISPOSITIF DE RECUEIL DES SIGNALEMENTS AU SEIN DU GROUPE CCINCA

### 2.1. Population éligible à l'utilisation du dispositif

Les personnes susceptibles d'utiliser l'alerte professionnelle sont les membres élus et associés, agents, salariés et collaborateurs extérieurs ou occasionnels agissant au nom et pour le compte du Groupe CCINCA (ci-après les « **membres du Groupe CCINCA** »).

### 2.2. Modalités de mise en œuvre

En interne, le signalement d'une alerte peut être porté à la connaissance du supérieur hiérarchique, direct ou indirect, ou du Référent en matière de signalement désigné par le Président de la CCINCA.

Le Référent en matière de signalement assure également, au sein du Groupe CCINCA, les missions de déontologue en charge de la prévention des atteintes à la probité au sens de la loi Sapin 2 précitée.

La saisine du Référent en matière de signalements s'effectue sur une plateforme d'alerte dédiée : outil externe administré en interne, de la réception à l'investigation de l'alerte.

Les modalités d'utilisation de la plateforme dédiée sont spécifiées au sein de la Fiche pratique du lanceur d'alerte publiée sur l'Intranet de la CCINCA, et communiquée à l'ensemble des membres de la CCINCA par mailing.

Cet outil permet le déploiement du dispositif de recueil de signalements au sein de l'ensemble du Groupe CCINCA et assure un anonymat et un degré de confidentialité conformes aux exigences légales et réglementaires.

Une communication spécifique relative à l'utilisation de cet outil est mise en place de manière périodique par la CCINCA pour expliquer l'utilisation de la plateforme dédiée, accompagnée d'une Fiche pratique du lanceur d'alerte pour rappeler les règles et les droits du lanceur d'alerte.

**Le lanceur d'alerte fournit les faits, informations ou documents quels que soient leur forme ou leur support de nature à étayer son signalement lorsqu'il dispose de tels éléments.**

### **2.3. Modalités de traitement des signalements**

Dès réception du signalement, le Référént en matière de signalement adresse dès que possible un message via la plateforme à l'auteur du signalement par lequel il accuse réception du signalement.

Le Référént en matière de signalement vérifie dans un délai raisonnable la recevabilité du signalement, c'est-à-dire si le signalement émis répond aux exigences légales et réglementaires, et diligente, le cas échéant, une vérification sur les faits. Il peut faire appel à un expert externe.

Si l'alerte n'est pas recevable, le Référént en matière de signalement en informe le lanceur d'alerte dès que possible.

Si l'alerte est recevable, le Référént en matière de signalement :

- Fait un retour d'informations à l'auteur du signalement ;
- Émet le cas échéant des recommandations ;
- Saisit le cas échéant la Commission de Prévention des Conflits d'intérêts de la CCINCA ou toute autre autorité administrative, judiciaire ou ordinale ;
- Clôture et archive les données relatives au signalement après anonymisation.

## **3. GARANTIES DONT BENEFICIE LE LANCEUR D'ALERTE DE BONNE FOI**

### **3.1. Confidentialité**

Le dispositif garantit la stricte confidentialité de l'identité du lanceur d'alerte, de l'identité des personnes éventuellement citées ou mises en cause par le signalement, ainsi que des documents et informations révélés, y compris en cas de communication à des tiers lorsque celle-ci est nécessaire pour les seuls besoins de la vérification ou du traitement du signalement.

Les éléments de nature à identifier le lanceur d'alerte ne peuvent être divulgués, sauf à l'autorité judiciaire, qu'avec le consentement de celui-ci, qu'une fois établi le caractère fondé du signalement.

Cette identité, en particulier, ne peut être révélée aux personnes éventuellement citées ou mises en cause, même lorsque ces dernières demandent à consulter les développements du rapport de vérification les concernant.

L'information des personnes citées ou mises en cause, lorsque des mesures conservatoires les concernant sont nécessaires, intervient après l'adoption de ces mesures. Cette information, qui est réalisée selon des modalités permettant de s'assurer de sa bonne délivrance aux personnes concernées, précise notamment l'entité responsable du dispositif, les faits relatés par l'alerte, les services éventuellement destinataires du signalement, ainsi que les modalités de ses droits d'accès et de rectification.

### 3.2. Faculté d'obtenir une restitution du rapport final de vérification

Le lanceur d'alerte peut, s'il le souhaite, solliciter une restitution orale des conclusions de la vérification en le demandant par écrit, au Référent en matière de signalement. Le nom des autres personnes citées dans le rapport ne lui est pas communiqué lors de la restitution.

### 3.3. Délai de conservation/destruction

#### **Dispositions prises lorsqu'aucune suite n'est donnée au signalement :**

Le Référent en matière de signalement procède à la destruction des éléments du dossier de signalement de nature à permettre l'identification de l'auteur du signalement et celle des personnes visées par celui-ci dans un délai compatible avec les différentes réglementations auxquelles la CCINCA est soumise, à compter de la clôture de l'ensemble des opérations de recevabilité ou de vérification. Le Référent informe l'auteur du signalement et, le cas échéant les personnes mises en cause ou citées par celui-ci, de cette clôture.

#### **Dispositions prises à la clôture des vérifications d'un signalement :**

À la fin des vérifications, tout document et information, quel qu'en soit le support, en relation avec un signalement est détruit par le Référent Sapin 2 à l'expiration d'un délai compatible avec les différentes réglementations auxquelles la CCINCA est soumise. Pendant ce délai, le lanceur d'alerte et, le cas échéant, les personnes citées ou mises en cause par le signalement, bénéficient d'un droit d'accès et de rectification à ces documents et informations les concernant.

### 3.4. Protection du lanceur d'alerte

Toute personne qui utilise de bonne foi, le dispositif d'alerte professionnelle du Groupe CCINCA, bénéficie de la protection conformément au second alinéa de l'article L.1132-3-3 du Code du travail, et des articles 6 à 16 de la loi Sapin 2 précitée. Cette protection est notamment assurée par des actions régulières de sensibilisation managériale au dispositif et aux protections attachées.

### 3.5. Déontologie du Référent en matière de signalement

Le Référent en matière de signalement, ainsi que les chargés de vérification qui peuvent le cas échéant l'assister, appliquent une stricte déontologie dans le cadre de la conduite des vérifications consécutives à ces signalements. Cette déontologie est décrite notamment dans le paragraphe intitulé « Règles déontologiques dans la conduite de vérifications ».

En application de ces règles, le Référent en matière de signalement et les chargés de vérification sont tenus de prendre les précautions les plus strictes pour assurer la confidentialité de l'identité des lanceurs d'alerte ainsi que des documents et informations qui leur sont transmis dans ce cadre.

Il est d'ailleurs rappelé qu'ils sont soumis à l'obligation de discrétion, de confidentialité ainsi qu'au secret professionnel. Les experts externes éventuellement sollicités sont soumis aux mêmes obligations.



Le Référent en matière de signalement doit aussi s'assurer, en toutes circonstances, de la neutralité, l'objectivité, et de l'impartialité de l'ensemble des acteurs intervenant dans les vérifications, vis-à-vis de toute personne concernée par un signalement.

Ils sont tenus notamment de ne pas participer aux vérifications dans les cas suivants :

- si, pour une raison quelconque, ils ont des liens amicaux ou au contraire inamicaux avec le lanceur d'alerte et/ou une ou plusieurs personnes mises en cause par le signalement,
- s'ils estiment en conscience devoir s'abstenir.

Dans ces cas, d'autres moyens de contrôle pourront être envisagés par le Référent en matière de signalement.

### **3.6. Risques encourus en cas d'alerte effectuée dans des conditions non conformes**

L'utilisation de mauvaise foi de l'alerte professionnelle, notamment lorsque les alertes sont effectuées dans l'intention de nuire à la réputation d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales, ou dans le cas d'alertes **intentionnellement** mensongères, est susceptible d'exposer son auteur à des poursuites disciplinaires ainsi qu'à des poursuites judiciaires.

Le Référent en matière de signalement est chargé de veiller au bon fonctionnement du dispositif de recueil des signalements, tel que décrit dans la présente procédure, afin de protéger les personnes qui y auront recours de bonne foi. Il prend toutes mesures utiles à cette fin.

**Le Référent en matière de signalement est chargé d'apporter son soutien à tout membre du Groupe CCINCA.**

# REGLES DEONTOLOGIQUES DANS LA CONDUITE DE VERIFICATIONS

---

Tout membre du Groupe CCINCA, qui a un échange avec le Référent en matière de signalement et, le cas échéant, des chargés de vérification, se voit systématiquement remettre avant cet échange, pour acceptation et signature, un exemplaire des présentes règles.

## 1. CADRE GENERAL D'INTERVENTION

Des vérifications peuvent être effectuées dans la cadre de la procédure de signalement prévue dans le présent dispositif. Ces vérifications ne sont opérées que sur la base de travaux et d'informations légalement et légitimement disponibles.

Par ailleurs, dans le cadre des vérifications, le Référent en matière de signalement peut être amené à saisir les autorités judiciaires compétentes.

## 2. PRINCIPES DIRECTEURS APPLIQUES DANS LA CONDUITE DE LA VERIFICATION

Dans le cadre de la vérification, la Gouvernance du Groupe CCINCA s'engage à faire preuve de :

### 2.1. Transparence et clarté

Le Référent en matière de signalement est réputé être désigné par défaut pour mener les vérifications. La Gouvernance de la CCINCA peut décider de désigner une tierce personne, dans le cas notamment où le référent serait lui-même mis en cause. Quelle que soit la personne en charge de la vérification une note précisant l'objet et le champ de la vérification sera établie avant le démarrage des travaux de lancement des vérifications et fera partie intégrante du Rapport de ces mêmes vérifications. S'il apparaît nécessaire, au cours d'une vérification, d'élargir l'objet ou le champ de celle-ci, cela sera précisé au sein du Rapport précité.

### 2.2. Intégrité

Le Référent en matière de signalement ainsi que toutes les personnes en charge des vérifications agissent en dehors de tout intérêt propre, de nature privée ou professionnelle, incompatible avec les intérêts du Groupe CCINCA.

En cas de lien d'intérêt avec le lanceur d'alerte et/ou les personnes citées ou mises en cause dans les signalements, les chargés de vérification et le Référent en matière de signalement doivent se déporter valablement.

### 2.3. Impartialité, équité, respect des personnes et de leurs droits

- La vérification est conduite avec objectivité, à savoir :
  - Sans a priori, ni parti pris,
  - Sans favoriser l'un ou les uns aux dépens d'un autre ou des autres,
  - Sans préjugé, s'agissant des écarts observés,
  - Dans le respect des personnes et de leur dignité.

## **2.4. Confidentialité**

- Les éléments recueillis dès l'origine de la vérification et au cours de celle-ci demeurent confidentiels.
- Les échanges ont lieu dans un lieu garantissant la confidentialité des propos, et l'anonymat des personnes.

## **2.5. Rapport de vérification**

Lorsqu'elle est arrivée à son terme, la vérification donne lieu à l'établissement d'un rapport sur la base d'un exposé précis des faits constatés et des témoignages recueillis.

## **2.6. Restitution et diffusion du rapport de vérification**

Le rapport fait l'objet d'une présentation, orale ou écrite, à la Gouvernance de la CCINCA, à qui il appartiendra d'en organiser la diffusion plus ou moins restreinte dans le respect des règles d'anonymat et de confidentialité propres aux lanceurs d'alerte.

Le membre du Groupe CCINCA qui alerte de bonne foi sur des pratiques qu'il juge douteuses, peut s'il le souhaite, solliciter une restitution orale des conclusions de la vérification en le demandant par écrit au Réfèrent en matière de signalement. Cette restitution est effectuée par le Réfèrent en matière de signalement. Les noms des personnes citées dans le rapport ne lui sont pas communiqués lors de la restitution.

## **2.7. Protection des membres du Groupe CCINCA**

Aucune sanction disciplinaire ou mesure d'effet équivalent ne peut être prise à l'égard d'un membre du Groupe CCINCA qui, de bonne foi, effectue une alerte auprès du Réfèrent en matière de signalement ou apporte son concours à la vérification conduite par celui-ci.